

**Conseil économique et social**

Distr. générale
27 octobre 2016

Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2017

30 janvier-8 février et 21 février 2017

**Rapports quadriennaux pour la période 2012-2015
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil***

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Abiodun Adebayo Welfare Foundation.	3
2. African Agency for Integrated Development	4
3. African Aid Organization	5
4. African Centre for Community and Development.	6
5. Al-Haq.	7
6. All India Shah Behram Baug Society for Scientific and Educational Research	8
7. Arab Penal Reform Organization	9
8. Asabe Shehu Yar' Adua Foundation	10
9. Association des jeunes pour l'agriculture du Mali	12
10. Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi.	13
11. Association tunisienne des droits de l'enfant.	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. Charitable Institute for Protecting Social Victims	15
13. Climate Action Network Association	16
14. Concile mondial de congrès diplomatiques des aumoniers pour la paix universelle des droits humains et juridiques	17
15. Edmund Rice International	18

1. Abiodun Adebayo Welfare Foundation

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Abiodun Adebayo Welfare Foundation (AAWF) a été créée pour assurer le développement des populations locales en Afrique.

Objectifs et mission

La fondation se consacre principalement à la réduction de la pauvreté, notamment en favorisant l'autonomisation des veuves, en proposant des possibilités d'éducation aux enfants défavorisés, en faisant notamment connaître les objectifs du Millénaire pour le développement, les changements climatiques, les programmes d'autonomisation des jeunes, ou les services liés à l'agriculture.

Changements à signaler

En avril 2015, la fondation a ouvert une antenne au Ghana pour venir en aide aux États africains voisins et le nombre de ses membres bénévoles a augmenté au cours de la période considérée. La fondation a également procédé à une refonte de ses statuts et de son règlement intérieur afin de prendre en compte de l'évolution de la société, des technologies et des moyens de communication.

Contribution à des activités des Nations Unies

La fondation a construit un centre informatique destiné à aider les jeunes. Elle s'attache à promouvoir l'égalité des sexes dans l'édification des nations et à autonomiser les femmes en les dotant de compétences professionnelles telles que la couture. La fondation a aidé d'autres pays africains à utiliser des mesures de prévention dans leur lutte contre les parasites vecteurs du paludisme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants d'AAWF ont participé aux réunions suivantes :

- Sommet sur le climat, New York, le 23 septembre 2014;
- Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au suivi du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014, New York, le 22 septembre 2014;
- Forum annuel sur l'énergie durable pour tous, New York, du 18 au 21 mai 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

La fondation a pris les initiatives ci-après pour soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement : sensibilisation à l'importance d'un accès à une eau de bonne qualité; campagne de lutte contre la consommation de drogues dures

auprès des jeunes; organisation de plusieurs programmes de sensibilisation sur la production agricole dans les villages ruraux.

2. African Agency for Integrated Development

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

African Agency for Integrated Development (AAID) est une organisation non gouvernementale internationale ayant son siège à Kampala. Elle opère à travers son réseau d'organisations, telles que G4Alliance et le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objet de changer les conditions de vie des communautés grâce au partage d'informations, à la sensibilisation et à la mise en œuvre de programmes axés sur les soins de santé primaires et généraux, le sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles. Elle fait la promotion de stratégies d'éradication de la pauvreté, du bien-être social et économique, de la gestion des ressources naturelles en mettant l'accent sur une participation accrue des femmes à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et sur la promotion des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

AAID a établi des rapports sur les activités des forces de sécurité armées ukrainiennes. Le 24 octobre 2015, à l'occasion des célébrations du soixante-dixième anniversaire de l'ONU organisées en Ouganda, AAID a informé les participants des activités en lien avec la paix et la sécurité, le développement, les droits de l'homme et les libertés fondamentales menées au niveau mondial par les Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

AAID participe à des débats mondiaux en ligne, comme celui portant sur la stratégie globale du secteur de la santé contre le VIH/sida 2016-2021 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). En tant que membre de G4Alliance, AAID a participé à une réunion de planification de l'OMS axée sur la mise en œuvre de la résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé sur la chirurgie et l'anesthésie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

AAID a encouragé G4Alliance à préparer des appels officiels à l'action, encourageant notamment la collaboration entre les acteurs non étatiques et l'OMS.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

AAID a rédigé une proposition suggérant d'inclure des indicateurs relatifs aux soins chirurgicaux et à l'anesthésie dans les objectifs de développement durable pour l'après-2015.

3. African Aid Organization

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

African Aid Organization (AFAID) fournit des services éducatifs, nutritionnels, des services d'appui et des soins aux enfants infectés ou touchés par le VIH/sida et à leurs familles en Afrique subsaharienne.

Objectifs et mission

AFAID a pour objet de susciter l'engagement des jeunes et de mettre en place des stratégies de lutte contre les comportements les exposant au risque d'une contamination par le VIH/sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles (MST). Elle le fait par l'intermédiaire d'ateliers de théâtre, de séances de sensibilisation, d'initiatives éducatives, de diffusion de documentaires et dans le cadre des « AFAID HIV/AIDS Clubs ». AFAID propose également des moyens afin de réduire autant que possible les conséquences de la pauvreté extrême, et s'emploie activement à sensibiliser les enfants, pour qu'ils comprennent qu'ils ont un rôle à jouer.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

AFAID est guidée par une profonde volonté de promouvoir les droits de l'homme et d'atténuer la souffrance humaine. L'organisation a mené à bien des programmes visant à encourager un changement des comportements, des programmes éducatifs destinés aux enfants, aux jeunes et à leurs familles, ainsi que des programmes de réduction de la pauvreté et de nutrition pour les familles les plus démunies, ciblant plus particulièrement les jeunes mères célibataires en situation de vulnérabilité. Elle donne aux jeunes les moyens de prendre des décisions responsables concernant leur vie sexuelle dans le cadre de ses « AIDS Awareness Clubs » (clubs de sensibilisation au sida) dans les collèges et lycées. Elle organise des formations et des ateliers visant à aider les membres de ces clubs à renforcer leurs compétences en matière de communication pour qu'ils puissent faire passer le message sur la prévention du VIH à l'ensemble de leurs pairs et de la communauté.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, AFAID a participé à des sessions de la Commission de la condition de la femme, à la sixième session du groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, et à la réunion de haut niveau de

l'Assemblée générale sur l'examen d'ensemble de la mise en œuvre des conclusions du Sommet mondial sur la société de l'information.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Afin de promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement, AFAID a donné des conseils nutritionnels et fourni des vivres à 2 713 enfants et familles démunies; lutté contre le VIH/sida et la pauvreté extrême à travers des programmes et initiatives ciblés; prodigué des soins aux femmes enceintes et aux mères allaitantes; et célébré la Journée mondiale de la lutte contre le sida le 1^{er} décembre de chaque année.

4. African Centre for Community and Development

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

African Centre for Community and Development (ACCD) recueille et analyse des données utiles à la conception et à l'exécution de projets et de programmes de développement en Afrique et dans le monde.

Objectifs et mission

ACCD soutient les personnes défavorisées en Afrique, en particulier les jeunes, et promeut le dialogue et les échanges interculturels, notamment par l'éducation, le renforcement des capacités, la formation, l'art, la mobilisation de capital social, les entreprises et l'agriculture.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation diffuse des informations relatives aux travaux des Nations Unies. Elle participe à des activités dans les domaines de l'agriculture, de la conservation et de l'éducation afin d'améliorer le bien-être, la santé, la sécurité alimentaire et la conservation des espèces dans le cadre du projet Green Cradle. L'organisation a produit et diffusé plus de 630 vidéos sur de nombreux sujets, tels que l'agriculture, les questions relatives aux femmes, l'environnement, la gestion de projets, l'art, le développement international, la gestion des déchets, la pollution, la culture et l'élevage.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

ACCD a présenté, à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, une déclaration intitulée « Facteurs affectant le partage, dans des conditions d'égalité, des responsabilités entre les hommes et les femmes en Afrique subsaharienne et quelques propositions de politiques ».

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

ACCD a facilité l'organisation de manifestations locales au Cameroun, telles que la célébration de la Journée mondiale de la lutte contre le sida et de la Journée internationale de la protection de la couche d'ozone. Elle a publié plus de 630 vidéos pouvant être dupliquées sur divers aspects des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle participe à des activités d'aviculture, d'élevage porcin et d'héliciculture ainsi qu'à des activités de maraîchage afin de lutter contre la faim et de renforcer la sécurité alimentaire tout en favorisant la protection de l'environnement et en menant des initiatives visant à autonomiser les femmes.

5. Al Haq

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Établie à Ramallah, en Cisjordanie, Al-Haq a été créée en 1979 afin de protéger et de promouvoir les droits de l'homme et l'état de droit dans l'État de Palestine.

Objectifs et mission

Al-Haq a pour objet de faire en sorte que l'état de droit et les normes en matière de droit international des droits de l'homme et de droit international humanitaire soient appliqués et respectés afin que les Palestiniens soient traités de façon égale, en toute dignité, et qu'ils puissent pleinement réaliser leur droit à l'autodétermination. Al-Haq s'emploie à faire traduire en justice les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans l'État de Palestine.

Changements à signaler

En 2015, Al-Haq a principalement veillé à ce que l'Autorité palestinienne respecte les dispositions du droit international, en particulier les conventions et accords multilatéraux récemment ratifiés par l'État de Palestine.

Contribution à des activités des Nations Unies

Al-Haq continue de promouvoir le respect et l'application universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales des Palestiniens.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Al-Haq a participé à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme de 2012 à 2015, assistant notamment à des manifestations parallèles, à des débats généraux, et présentant des déclarations écrites. L'organisation a participé à des réunions en présence du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. Al-Haq tient régulièrement des

réunions avec des représentants du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) dans l'État de Palestine et à Genève, et a organisé une réunion pour les organisations de la société civile palestinienne avec le Haut-Commissaire en mars 2015. En 2012 et 2014, Al-Haq a participé à l'examen d'Israël dans le cadre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2015, Al-Haq a présenté des observations au Rapporteur spécial sur le droit à la santé, au Rapporteur spécial sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 et au Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Al-Haq s'emploie notamment à éradiquer la pauvreté et la faim, à faciliter l'accès à l'éducation primaire pour tous, à réduire la mortalité infantile, à promouvoir l'égalité des sexes, à améliorer la santé maternelle et à assurer la durabilité environnementale.

6. All India Shah Behram Baug Society for Scientific and Educational Research

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

All India Shah Behram Baug Society (for Scientific and Educational Research) est un centre de recherche scientifique et éducatif basé à Mumbai, en Inde.

Objectifs et mission

La société a pour but de : promouvoir des objectifs scientifiques et éducatifs; promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier en ce qui concerne les économies d'eau et sa purification; favoriser l'éducation pour la paix; ouvrir des établissements d'enseignement supérieur en vue d'assurer la viabilité économique du pays; fournir des installations permettant une amélioration de la situation socioéconomique; fournir des technologies de soins de santé à faible coût destinées aux zones rurales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a établi le Zoroastrian College, un établissement axé sur l'éducation pour la paix, la spiritualité, le développement socioéconomique ainsi que les études environnementales. Elle participe à la célébration des journées internationales des Nations Unies relatives aux objectifs du Millénaire pour le

développement et a organisé quatre congrès mondiaux annuels sur la science et la spiritualité et les médecines alternatives entre janvier 2012 et février 2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé au Forum de haut niveau de l'Assemblée générale sur la culture de la paix à New York, les 11 et 12 septembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'organisation a contribué aux recherches sur le sida menées par l'Organisation mondiale de la Santé et coopéré avec la Chaire UNESCO sur la paix, les droits de l'homme et la démocratie au Maharashtra Academy of Engineering & Educational Research Maharashtra Institute of Technology (MAEER MIT) à Pune, en Inde.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a élaboré un modèle technologique de purification de l'eau au Zoroastrian College à Mumbai, en Inde, afin de traiter l'eau contaminée par des agents biologiques, chimiques ou nucléaires.

7. Arab Penal Reform Organization

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Arab Penal Reform Organization (APRO) a son siège au Caire et se consacre aux réformes pénales dans la région arabe.

Objectifs et missions

APRO a pour objet de faire modifier le droit pénal de manière à le mettre en conformité avec les traités internationaux, d'améliorer les conditions de détention et de lutter contre la torture; de former les avocats et les journalistes afin de créer un climat propice à la lutte contre les violations des droits de l'homme; de coopérer avec les entités des Nations Unies afin de prévenir les violations des droits de l'homme; de coopérer avec les gouvernements afin d'améliorer la situation en matière de droits de l'homme.

Changements à signaler

L'organisation va ouvrir un bureau permanent à Genève.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2014, APRO a présenté, dans le cadre de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, un document relatif aux conditions de détention en Égypte, faisant plus particulièrement référence aux pratiques de torture. L'organisation, toujours dans le cadre de l'examen périodique universel de 2014, a soumis un rapport conjoint écrit en collaboration avec 19 organisations égyptiennes portant sur la situation générale en matière de droits de l'homme en Égypte,

indiquant plusieurs lois devant être modifiées, ainsi que de nombreuses pratiques devant être corrigées pour assurer aux détenus un traitement décent.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

APRO a participé aux vingtième à vingt-troisième sessions de l'examen périodique universel.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2015, l'organisation a signé un contrat avec le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

À la suite de la publication du rapport relatif à l'examen périodique universel de l'Égypte de 2014, APRO a organisé huit ateliers afin de présenter des amendements législatifs compatibles avec les obligations internationales et les recommandations formulées lors de l'examen. APRO a ensuite présenté des amendements législatifs spécifiques au Code pénal, au droit procédural, et aux lois régissant l'état d'exception, les prisons, la police, l'armée et la médecine légale. Ces propositions de modification ont été présentées à la Choura, au Premier Ministre et au Conseil national des droits de l'homme pour qu'ils les examinent. Au cours de la période considérée, APRO a organisé, en coopération avec l'ordre des avocats égyptien, 48 stages à l'intention des avocats sur le recours aux mécanismes internationaux dans l'assistance juridique aux victimes. L'organisation a également intenté 400 actions en justice au nom des victimes de torture dans les lieux de détention, touchant ainsi 15 millions EGP (quelque 2 millions de dollars des États-Unis) en faveur des victimes de la part du Ministère de l'intérieur. En outre, APRO a publié des communiqués de presse et déclarations faisant état de cas de violations des droits de l'homme, commises en particulier à l'encontre de détenus.

8. Asabe Shehu Yar'Adua Foundation

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Asabe Shehu Yar'Adua Foundation (ASYARF) a pour objet d'aider les femmes, les enfants et les jeunes dans 36 États du Nigéria. Elle œuvre également dans les États américains de New York, de Washington, du Connecticut et du Texas, où elle est immatriculée.

Objectifs et missions

ASYARF a pour objet de fournir de l'eau potable aux villages; de lutter contre la maltraitance et les injustices à l'égard des enfants; de promouvoir les droits des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes handicapées; de protéger l'environnement; de lutter contre la corruption; de réduire la pauvreté; de promouvoir la coexistence pacifique, l'aide humanitaire, le règlement des conflits et la bonne gouvernance; d'organiser des ateliers pédagogiques sur les élections et de sensibiliser au sujet des droits des électeurs; de participer à la lutte contre le VIH/sida et aux recherches menées sur le sujet.

Changements à signaler

ASYARF compte 5 000 membres supplémentaires et cinq nouveaux partenaires de financement.

Contribution à des activités des Nations Unies

ASYARF a organisé des manifestations annuelles à l'occasion de la célébration de journées internationales des Nations Unies et participé à une campagne de lutte contre le paludisme, « Kick out Malaria », dans l'État de Lagos, au Nigéria.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

ASYARF a notamment participé aux réunions suivantes :

- Conférence décennale d'examen de haut niveau sur la mise en œuvre des conclusions du Sommet mondial sur la société de l'information, à New York, les 15 et 16 décembre 2015;
- Quarante-neuvième session de la Commission de la population et du développement, à New York, le 3 novembre 2015;
- Sessions annuelles de la Commission du développement social;
- Sessions annuelles de l'Instance permanente sur les questions autochtones à New York;
- Sessions annuelles de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées à New York;
- Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, les 3 et 4 octobre 2013;
- Sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En octobre 2015, ASYARF a présenté des exemples de meilleures pratiques établissant un lien entre les mesures de lutte contre la corruption et la réalisation et la protection des droits de l'homme. L'organisation a participé à la campagne « I am a woman » de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

En mai 2015, ASYARF a fait don de suppléments vitaminiques à des mères célibataires et allaitantes de la communauté Gora, dans l'État nigérian de Kaduna. Chaque année, elle a célébré la Journée mondiale contre le travail des enfants, saisissant l'occasion de lutter contre le travail des enfants dans les communautés rurales et urbaines du Nigéria. En avril 2015, l'organisation a mis en place un programme d'examen médicaux pour les femmes de la communauté Amai à Kwale, dans l'État du Delta. En 2013 et 2014, ASYARF a organisé un programme de renforcement des capacités pour former et autonomiser des femmes et filles issues de villages ruraux/autochtones du Nigéria. Enfin, en 2014, l'organisation a mené une campagne de recherche, d'information et de sensibilisation aux fins de lutter

contre le VIH et d'en réduire la prévalence dans la zone de gouvernement local de Lafïa, dans l'État de Nassarawa.

9. Association des jeunes pour l'agriculture du Mali

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

L'Association des jeunes pour l'agriculture au Mali œuvre à réduire la faim et la pauvreté et à promouvoir le développement durable.

Objectifs

L'organisation vise à : contribuer à la promotion des initiatives agricoles; promouvoir une meilleure collecte des ordures dans les zones urbaines; promouvoir l'eau potable et l'assainissement; fournir une éducation aux filles et aux garçons dans les zones rurales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Parmi ses principales activités, ASJAM a travaillé pour accroître la production agricole afin de réduire la pauvreté et d'améliorer l'éducation des enfants au Mali.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'ONG a présenté une déclaration écrite à la session de fond du Conseil économique et social en juillet 2013. Elle a également participé à des séances d'information organisées par le Département de l'information des Nations Unies à New York, de janvier à mars 2012, parmi d'autres événements.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a rencontré le Centre d'information des Nations Unies à Ouagadougou, en avril 2012, pour renforcer la collaboration entre le Centre et les ONG, et examiné une proposition pour l'organisation d'un séminaire de formation commun. ASJAM a également collaboré dans divers domaines avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Bamako.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

ASJAM a contribué à la réduction de la pauvreté dans la commune rurale malienne de Boile en favorisant une production accrue de l'arachide et des haricots.

10. Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

L'Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi (AIDB) œuvre au niveau national en faveur des peuples autochtones.

Objectifs et mission

AIDB vise à protéger et promouvoir les droits de l'homme du peuple autochtone Batwa au Burundi.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation aux activités des Nations Unies

AIDB participe aux sessions des organes conventionnels des Nations Unies. Elle a contribué aux discussions relatives aux objectifs de développement durable, fait intégrer les besoins des peuples autochtones aux programmes du Fonds pour l'environnement mondial et participé aux réunions mondiales et africaines qui ont mis en lumière l'importance de la sécurité alimentaire pour les peuples autochtones. AIDB travaille dans les domaines de l'adaptation aux changements climatiques, de l'atténuation des changements climatiques et du renforcement et du transfert des capacités. Pour ce faire, elle collabore notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et a participé aux débats relatifs à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à la vingt et unième session de la Conférence des Parties. AIDB s'inspire des connaissances traditionnelles des peuples autochtones pour proposer une meilleure approche des changements climatiques.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2012, AIDB a assisté à la onzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones et présenté des déclarations individuelles et conjointes relatives au respect des droits économiques, sociaux, culturels, politiques et civils du peuple autochtone Batwa au Burundi. AIDB a assisté à la vingt-troisième session du Conseil des droits de l'homme dans le cadre de l'examen périodique universel du Burundi et à ses réunions préparatoires, ainsi qu'à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones en 2014. En 2015, l'organisation a assisté à la cinquante-sixième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et à la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Dans le cadre de l'examen périodique universel, AIDB a présenté un rapport parallèle relatif à la situation en matière de droits de l'homme des peuples autochtones au Burundi. Au cours de la période considérée, elle a également présenté des déclarations écrites à l'occasion du débat de haut niveau du Conseil

économique et social. L'organisation est membre du Pacte mondial et du comité directeur national du Global Risk Forum.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Les initiatives d'AIDB sont axées sur l'éducation, la santé et les droits fonciers du peuple autochtone Batwa au Burundi. Ses activités portent notamment sur la sensibilisation des parents à la question du VIH/sida, la mise en œuvre de programmes visant à améliorer l'espérance de vie des malades et la prévention du VIH/sida, et la promotion d'activités agricoles.

11. Association tunisienne des droits de l'enfant

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

En 2012-2015, l'Association tunisienne des droits de l'enfant (ATUDE), qui se consacre à la lutte contre la violence à l'égard des enfants, a travaillé avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Tunisie pour aider les enfants réfugiés libyens.

Objectifs

L'Association a pour objet de promouvoir la question des droits de l'enfant. Elle travaille à promouvoir des lois qui renforcent les droits des enfants et les efforts de l'État pour faciliter la réinsertion sociale des enfants touchés par les conflits armés, ainsi que la réinsertion des jeunes délinquants.

Changements à signaler

Bien que la révolution du 14 janvier 2011 ait perturbé l'activité de l'Association, celle-ci a néanmoins été en mesure de continuer à travailler avec l'aide d'organisations internationales.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2014 et 2015, ATUDE, en collaboration avec l'UNICEF-Tunisie, a lancé un projet consistant en la mise en place d'un dispositif opérationnel d'assistance en vue de répondre de manière adéquate aux besoins urgents des enfants réfugiés. Elle a participé à l'exécution d'un projet intitulé « Initiative pour créer des environnements d'écoles amies des enfants » bénéficiant du soutien du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de Défense des enfants International.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La période post-révolution a été très difficile financièrement. Par conséquent, l'ONG n'a participé qu'aux réunions organisées en Tunisie par les organismes des Nations Unies, notamment l'UNICEF et le Haut-Représentant du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous participons régulièrement aux activités de planification et de réalisation des projets de l'UNICEF en Tunisie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'ONG a pour principal objet de lutter contre la violence à l'égard des enfants et la violence sexuelle à l'égard des filles, et de promouvoir le droit à l'éducation. En outre, l'organisation a distribué des vivres et du matériel pour les enfants des écoles qui ont été touchés par la violence.

12. Charitable Institute for Protecting Social Victims

Statut consultatif spécial : 2004

Introduction

Pour Charitable Institute for Protecting Social Victims, avoir une vie saine et de qualité est un droit ainsi qu'une condition préalable à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Objectifs et mission

L'institut a été créé en vue de favoriser la réalisation des droits sociaux de groupes vulnérables. Proposant des abris ouverts 24 heures sur 24, des sessions de ludothérapie et des formations techniques et professionnelles, il promeut une vie saine et de qualité pour les sans-abri, les personnes atteintes de maladies infectieuses, de maladies mentales ou psychologiques, les enfants des rues, les personnes handicapées, les femmes vulnérables, les toxicomanes et les personnes âgées.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'institut a présenté des déclarations écrites et orales au Conseil des droits de l'homme; des déclarations écrites et orales dans le cadre du mécanisme de l'examen périodique universel du Conseil; et mené des négociations concernant les droits des personnes atteintes de troubles mentaux et des personnes handicapées.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de cette période, l'institut a participé aux dix-neuvième, vingt et unième, vingt-deuxième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-septième et vingt-huitième sessions du Conseil des droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'institut a coopéré avec plusieurs entités des Nations Unies, notamment : dans le cadre du mécanisme de l'examen périodique universel, en soumettant des

rapports relatifs à la situation en matière de droits de l'homme en République islamique d'Iran au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme en 2014; et avec le Département de la communication de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) lors d'une conférence consacrée à la déclaration de New Delhi sur le rôle des TIC en faveur des personnes handicapées.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Afin de favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, l'institut a fourni des services aux sans-abri, aux victimes sociales et aux enfants des rues; préparé des terres agricoles et des serres pour les patients et les personnes ayant des difficultés à trouver un emploi à cause de maladies mentales et de la stigmatisation; et notamment organisé des formations sur la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies à destination des patients et à leurs proches, sous la supervision d'une équipe médicale spécialisée.

13. Climate Action Network Association

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Climate Action Network (CAN) est un réseau de plus de 950 organisations non gouvernementales engagées dans la lutte contre les activités néfastes pour le climat.

Objectifs et mission

CAN vise à lutter contre les changements climatiques tout en favorisant l'équité et la justice sociale entre les peuples, encourageant le développement durable de toutes les communautés, et protégeant l'environnement partout dans le monde. Sa mission consiste à soutenir les organisations de la société civile et à leur donner les moyens d'influencer l'élaboration d'une stratégie mondiale efficace de réduction des émissions de gaz à effet de serre et à veiller à sa mise en œuvre aux niveaux international, national et local afin de promouvoir l'équité et le développement durable.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

CAN a participé activement aux négociations internationales relatives aux changements climatiques et à toutes les autres instances pertinentes, y compris aux négociations relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement ainsi qu'à d'autres débats menés dans le cadre des Nations Unies. Il a contribué à la création, aux niveaux mondial, régional, national et local, de programmes en matière de changements climatiques grâce à un processus véritablement inclusif avec la société civile, et ce à tous les niveaux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les membres de CAN ont participé à de nombreuses réunions organisées sous l'égide des Nations Unies, notamment à celles qui ont porté sur le programme de développement pour l'après-2015, au Sommet sur le climat en 2014, et à la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune coopération n'a été indiquée.

Initiatives de l'organisation relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité à signaler.

14. Concile mondial de congrès diplomatiques des aumôniers pour la paix universelle des droits humains et juridiques**Statut consultatif spécial : 2012****Introduction**

Le Concile mondial de congrès diplomatiques des aumôniers pour la paix universelle des droits humains et juridiques fait partie d'une association multipartite composée de plusieurs groupes de la société civile établis dans les Caraïbes, en Europe de l'Est, et depuis peu en Micronésie.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objet de promouvoir les droits et libertés consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de favoriser la réconciliation et la paix universelles par le dialogue, et d'entreprendre des activités de recherche, de protection juridique et de défense des droits de l'homme et des droits des réfugiés.

Changements à signaler

L'organisation a déplacé son siège international à Paris, en France, en 2014.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune contribution n'a été indiquée.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté aux cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme. En février 2014, elle a assisté à la première réunion du Comité préparatoire de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement au siège des Nations Unies à New York. Elle a également assisté à la séance publique organisée par le Comité du Conseil de sécurité concernant la lutte contre le terrorisme et le Global

Counter-Terrorism Research Network, portant sur les combattants terroristes étrangers tenue le 24 novembre 2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation collabore avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour trouver des solutions aux problèmes mondiaux de la drogue.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation œuvre avec des partenaires dans les domaines de la microfinance et du développement des entreprises afin de soutenir des programmes de protection et d'innovation en matière environnementale, avec pour but de développer une économie du millénaire. Elle collabore avec des réseaux de défenseurs des droits de l'homme dans le cadre d'activités de sensibilisation, et s'emploie à promouvoir les droits de l'homme des réfugiés. L'organisation a créé un fonds pour les projets mondiaux relatifs aux changements climatiques. Elle organise également des activités en partenariat avec d'autres ONG, fondations et d'autres institutions dans le cadre de projets divers, permettant notamment l'ouverture d'écoles d'enseignement primaire et professionnel, l'installation de réservoirs d'eau potable, la mise en place de centres de nutrition, l'ouverture de dispensaires et de centres de loisirs pour enfants en zones rurales, tout en favorisant des programmes d'innovation et d'échange pour la jeunesse.

15. Edmund Rice International

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Edmund Rice International (ERI) est une ONG confessionnelle fondée conjointement et soutenue par les organisations d'obédience catholique Christian Brothers et Presentation Brothers. Elle est présente dans plus de 30 pays.

Objectifs et missions

Edmund Rice International œuvre au niveau international pour promouvoir et protéger les droits des enfants et des jeunes, en particulier leur droit à l'éducation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Edmund Rice International a organisé six stages de deux semaines sur les droits de l'homme et des activités de sensibilisation en parallèle des sessions de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme. L'organisation a également présenté des exposés dans plusieurs pays, mettant particulièrement l'accent sur sa participation aux différents mécanismes du Conseil des droits de l'homme. Elle propose des stages à Genève, a élaboré et fait la promotion d'une formation en ligne en matière de droits de l'homme axée sur les Nations Unies et ses divers mécanismes des droits de l'homme, soutient un réseau mondial d'écoles

et d'établissements d'enseignement, et organise une visite annuelle au Conseil des droits de l'homme pour des élèves du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et des enseignants d'écoles australiennes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En 2013 et 2015, l'organisation a participé à plusieurs réunions des Nations Unies, et notamment : à des sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones; à des sessions de la Commission de la population et du développement; à des sessions de la Commission de la condition de la femme; à des sessions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs du Millénaire pour le développement; et aux préparatifs du programme de développement pour l'après-2015.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Edmund Rice International a présenté des observations dans le cadre d'examens périodiques universels et à des organes conventionnels des Nations Unies, notamment au Comité des droits de l'enfant, au Comité des droits économiques, sociaux et culturels et au Conseil des droits de l'homme; ainsi que dans le cadre des procédures spéciales des Nations Unies, notamment auprès du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, du Groupe de travail sur la détention arbitraire et du Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction. L'organisation a fait plusieurs déclarations orales lors des sessions du Conseil des droits de l'homme, par exemple lors de l'adoption des rapports de l'examen périodique universel relatifs à l'Inde et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et au titre du point à l'ordre du jour intitulé « Questions nécessitant l'attention du Conseil » sur le traitement réservé aux demandeurs d'asile par l'Australie.

Initiatives relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Edmund Rice International organise des ateliers de formation et propose un cours en ligne intitulé : « Issues of Global Poverty and Development » sur la pauvreté et le développement dans le monde.